



NPA

NOUVEAU PARTI
ANTICAPITALISTE

PLUS QUE JAMAIS LE COMBAT CONTINUE POUR LE RETRAIT DE LA LOI EL-KHOMRI !

BULLETIN NPA RENAULT LE MANS

21 AVRIL 2016

Jeunes et moins jeunes le martèlent depuis plus d'un mois. "Jeunes dans la galère, vieux dans la misère, de cette société-là, on n'en veut pas !". Ils le disent et le répètent dans les cortèges, dans les occupations de places pendant les différentes "nuits debout".

DE CE MONDE LÀ, ON EN VEUT PAS !

Le gouvernement, bien décidé à continuer sa politique pro-patronale, essaie de briser le mouvement par tous les moyens : quelques miettes aux organisations de jeunesse, violences policières, médias aux ordres. Il essaie de briser la force motrice du mouvement, celle qui l'a insufflé, les jeunes. Ce sont eux qui ont bousculé les centrales syndicales

peu empressées de développer un mouvement capable de gagner, avec des journées saute mouton à intervalle le plus éloigné possible. Alors, on leur tape dessus. A Rennes, Paris, Colombes, Levallois, Nantes, Caen, Rouen, Metz ou encore Toulouse, les violences policières sont bien visibles, relayées par des vidéos prises sur place. Au point que la fédération des parents d'élèves, la FCPE, ainsi que de nombreux intellectuels, disent publiquement leur réprobation. L'appel des intellectuels s'intitule "un pouvoir qui matraque la jeunesse est faible et méprisable". Le pouvoir à bout de souffle, contesté de toutes parts, se montre à nu, en faisant donner ses forces de répression. D'abord contre le mouvement ouvrier, avec les syndicalistes condamnés à Air France pour une chemise déchirée et ceux de Goodyear pour avoir essayé de sauver leur travail. Maintenant, c'est le tour des jeunes.

A BAS L'ÉTAT POLICIER !

C'est un cycle bien connu : lorsqu'on a épuisé tous les arguments, on frappe. Mais en face, la réaction peut être soit la résignation, soit la révolte et la colère. Colère de tous : ceux qui subissent la répression et tous ceux qui sont écoeurés de voir leurs enfants matraqués.

Des hélicoptères en ville au dessus de manifestants, des tirs de gaz lacrymogènes en séries, des tabassages en règle, voici ce que le pouvoir en place réserve aux jeunes qui se mobilisent contre la loi travail.

Cela en dit long sur ce qu'il veut offrir comme avenir à la jeunesse de ce pays : un retour à une situation bien lointaine, où les relations entre salariés et employeurs n'étaient pas codifiées, où le contrat de travail était individuel. Un monde où les patrons étaient les rois. Car c'est bien de cela qu'il s'agit avec les avalanches de lois anti-sociales : redonner les pleins pouvoirs aux patrons, libres de licencier et d'embaucher comme ils veulent, de fixer horaires et salaire selon leur bon vouloir. Et nous ? on aurait juste le droit de dire : merci patron ?



ALLER VERS LA GRÈVE GÉNÉRALE

Ce que le pouvoir craint le plus, c'est la rencontre entre jeunes et salariés, la jonction entre ces deux secteurs. Comme cette démarche de plus d'une centaine de jeunes de la place de la République à Paris et de la coordination nationale étudiante, allant à la rencontre des cheminots de la gare Saint Lazare ou allant diffuser des tracts avec des salariés de Renault au Technocentre de Guyancourt, pour demander le retrait de la loi travail.

La prochaine journée de manifestations est fixée pour le 28 avril prochain. Très loin du 9 avril dernier, car les directions syndicales n'ont pas envie d'accélérer l'affrontement avec le gouvernement. Mais le 28 sera très proche de la journée appelée le 26 avril chez les cheminots. L'espoir serait que la jonction entre les cheminots et l'ensemble des salariés et des jeunes s'effectue à cette occasion là, et entraîne le début d'une grève généralisée. Car seule la grève générale reconductible est à même d'imposer le retrait de cette loi, première étape pour la reconquête de nos droits.

ÉTAT POLICIER, ÉTAT MEURTRIER

Les BAC et les PSIG (gendarmerie) seront désormais équipés d'armes lourdes. Cette annonce intervient alors qu'un rapport, publié par l'ONG ACAT pointe la dérive des forces de l'ordre qui, depuis l'apparition des flash-balls et tasers, s'est mise à tirer sur les manifestants au lieu de les tenir à distance. Rien qu'avec les flash-balls, on dénombre en l'espace de 10 ans 1 mort et 39 blessés graves, dont 21 ont perdu l'usage d'un œil. 30 % de ces victimes sont mineures. L'étude d'ACAT démontre aussi l'impunité dont jouissent les policiers auteurs de bavures. Avec l'état d'urgence, qui laisse les forces de l'ordre agir en-dehors de tout contrôle, ces chiffres risquent d'exploser. La police est sensée nous défendre, mais qui nous défend de la police ?

HOLLANDE EN ÉGYPTÉ : LES DROITS HUMAINS SACRIFIÉS AU PARTENARIAT STRATÉGIQUE

Depuis le coup d'Etat qui l'a porté au pouvoir en 2013 en Egypte, le maréchal Sissi use de tous les moyens pour étouffer l'immense mouvement de contestation sociale qui avait fait tomber la dictature de Moubarak en 2011 : arrestations, procès expéditifs, condamnations à mort d'opposants de tous bords. Gros fournisseur d'équipement militaire du régime, la France a brillé jusqu'ici par son silence sur la question des droits humains. Une attitude vivement dénoncée dernièrement par Amnesty International et la Ligue des Droits de l'Homme. Du coup, Hollande en a dit deux mots lors de sa rencontre avec les officiels égyptiens dimanche dernier, s'attirant une réplique très courroucée du maréchal Sissi. Mais comme pour les deux c'est le partenariat stratégique qui compte avant tout, la discussion a repris calmement sur les contrats dont vont pouvoir à nouveau bénéficier Dassault ; Airbus, Vinci, Bouygues et autres. Des milliards sur le dos des droits humains.

LE CHIFFRE : 117.6

C'est la somme des salaires de patrons de l'automobile à travers le monde. Les 11 PDG (Ford, Renault-Nissan, Volkswagen, GM, Hyundai, Fiat-Chrysler, Daimler-Benz, Audi, BMW, PSA et Toyota) se partagent cet argent fruit du travail des salariés. Et ils osent nous dire qu'il faut se serrer la ceinture et que les salariés coûtent cher.

Pour nous contacter :

Tél : 06 33 55 00 27

COURRIEL : NPA.SARTHE@GMAIL.COM

**LAISSE TRAÎNER CE TRACT OÙ TU VEUX QU'IL SOIT
LU**

SURTAXATION DES CDD, VALLS ET HOLLANDE MARCHEMENT SUR DES ŒUFS

Le projet de loi « Travail » offre aux employeurs de nouvelles facilités de licenciement. C'est contre cette précarisation supplémentaire de l'emploi que s'est exprimée dans la rue la colère de la jeunesse. Pour tenter de la désamorcer Valls leur a promis en particulier une « surtaxation » des CDD, qui devrait dissuader les patrons d'embaucher en CDD, au profit des CDI. Problème : cette mesure, déjà appliquée depuis 2013, n'empêche pas que 83% des nouvelles embauches le soient encore en CDD. De son côté, le patronat dans son ensemble monte au créneau contre cette idée de surtaxation et fait monter la pression sur ce sujet contre le gouvernement. Interrogé à son tour sur le sujet lors de son passage à la télé le 14 avril, Hollande a répondu : « il n'y aura rien de plus que la prolongation de ce qui existe aujourd'hui ». Valls cherche à amadouer les jeunes, Hollande veut rassurer les patrons. Qui croire ? Raison de plus de continuer la mobilisation pour le « Retrait pur et simple de la loi Travail ».

ÉTAT D'URGENCE PROLONGÉ, ÉTAT D'URGENCE PERMANENT

Le gouvernement dit être en guerre contre le terrorisme et vouloir assurer la sécurité des français. Derrière ce discours c'est la satisfaction pour lui de pouvoir réprimer rapidement les syndicalistes et les mouvements sociaux, de pouvoir procéder à des perquisitions sur la base de soupçons ou de préjugés sans avis d'un magistrat, ... De pouvoir faire comme bon lui semble avec nos libertés. Au nom de l'état d'urgence, Valls avait interdit les manifestations pour la justice climatique lors de la COP 21. Nous avons bravé cette interdiction en étant des milliers dans les rues. Plus que jamais dans la rue bravons cet état d'urgence et imposons l'urgence sociale face à la loi travail et ce gouvernement ! Exigeons la levée de l'État d'urgence !

**LE BLOG DU SECTEUR
AUTOMOBILE DU NPA**

Tracts, infos, tout y est !

WWW.NPA-AUTO-CRIQUE.ORG

